

Synthèse de la 3^e Journée parlementaire du CNRA

5 mai 2025

RÉSILIENCE ALIMENTAIRE : LA SOLUTION POUR NOS TERRITOIRES DANS DES TEMPS INCERTAINS



GroupeSOS
Entreprendre au profit de tous

TerraGrow

VIVALYA

explicitite
révéler l'innovation utile

TDA
DEMOCRATIE
ALIMENTAIRE

onepoint.

SYNOVIVO
Resilience des Territoires de l'Agriculture

MANAGERIA
Resilience des Territoires de l'Agriculture

kheops



Souveraineté et résilience alimentaire dans les territoires

Une journée placée sous le signe de la transversalité et de la territorialité

Organisée pour la 3^{ème} fois en 4 ans, la Journée parlementaire du CNRA s'inscrit dans une démarche continue et affirmée autour des enjeux alimentaires, en insistant sur la nécessité de solutions ancrées dans les territoires. Ce RDV annuel confirme la volonté du CNRA (Conseil National pour la Résilience Alimentaire) de faire dialoguer les acteurs publics, les institutions, la recherche, les opérateurs économiques et la société civile autour d'objectifs communs : la souveraineté et la résilience alimentaire.



**3È JOURNÉE PARLEMENTAIRE
DU CNRA**

RESILIENCE ALIMENTAIRE – TOUT UN PROGRAMME

10h – 10h15 – Intervention inspirante
Que pouvons-nous dire sur la résilience alimentaire en France en 2025 ?

- Yuna Chiffolleau, INRAE, RMT Alimentation locale – La résilience alimentaire, entre souveraineté alimentaire et transition agroécologique
- Sébastien Da Ros, Onepoint – Baromètre de résilience alimentaire du CNRA

10h15 – 11h15 – Table Ronde #1
Comment renforcer la coopération territoriale à tous les niveaux pour une transition ambitieuse et partagée ?

- Isabelle Dubois, Communauté de communes de la Dombes – Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), vecteurs d'une coopération inter-territoriale ?
- Linda Rebox, Banque des territoires – Financement de la transition : levier de dialogue territorial efficace ?
- Olivier Feno-Feydel, Vivalya – Les acteurs économiques : moteurs de l'action collective ?

11h15 – 11h30 – Intervention inspirante
Comment le système alimentaire tient-il en temps d'économie de guerre ?

- Steven Martin, Service du Commissariat des Armées – Comment maintenir et renforcer le dialogue dans ces temps incertains ?
- Sandrine Espeillac, AFNOR – Outils pour passer collectivement à l'action – Guide AFNOR et Formation Résilience alimentaire

11h30 – 12h45 – Table Ronde #2
La ressource en eau comme base de la transition écologique de notre système alimentaire ?

- Somhack Limphakdy, Enseignante-chercheuse en philosophie du droit à Paris 8 – L'eau : un bien commun ou une simple ressource ?
- Aude Witten, Agence de l'eau Adour-Garonne – Doit-on se préparer à une guerre de l'eau ?
- Marie Kieffer, ABEA – Quels leviers pour optimiser la consommation d'eau dans les processus industriels ?

12h45 – 13h00 – Grand témoin - Conclusion
Quelles leçons tirer de ces échanges pour la résilience alimentaire de nos villes ?

- Lionel Pancrazio, auteur et chercheur en stratégies durables pour la ville

13h00 – 14h30 – Cocktail : Salle René Coty (sous conditions)
Networking : Venez échanger avec les intervenants !

#JPCNRA2025
@CnraFrance
cnra-france.org

OUVERTURE INSTITUTIONNELLE : poser les bases d'une réflexion collective

Bernard Ader : distinguer résilience et souveraineté alimentaire

Le président du CNRA a ouvert cette journée en rappelant l'essence de l'association : "une association faite de cœur, de tripes et de bonne humeur", loin des "mots creux" et "mots calibrés". Bernard Ader a établi une distinction fondamentale qui a irrigué toute la journée entre résilience et souveraineté alimentaire. La résilience porte selon lui une notion de temps long, d'analyse, de compréhension et de vision holistique, tandis que la souveraineté adopte une approche plus court-termiste, parfois simpliste dans son approche "un problème, une solution". Cette vision holistique constitue le cœur de l'approche du CNRA, qui entend diplômer ses membres "plus intelligents" en les amenant à apprendre de l'expérience des autres.

Dans un contexte géopolitique tendu, Bernard Ader a également alerté sur les risques de "trumpisation du monde" et de détricotage des avancées environnementales, positionnant le Sénat comme "dernier bastion de raison et de sagesse" face à un monde qui semble avoir perdu la raison.

👉 [lien vers la vidéo – Bernard Ader – Président du CNRA](#)

Le CNRA : un acteur de mise en réseau et d'outillage

Hermine Chombart de Lauwe a présenté les fondements du CNRA, association d'intérêt général de quatre ans d'existence structurée autour de deux piliers indissociables. La transversalité des enjeux alimentaires traverse les politiques écologiques, sociales, économiques et sanitaires, nécessitant une représentation de l'entièreté de l'écosystème alimentaire dans chaque action. La territorialité des solutions ancre les transformations au plus près des besoins et des ressources locales, le CNRA étant convaincu que la résilience alimentaire devient concrète et opérationnelle par les acteurs de terrain.

Cette philosophie se traduit par une organisation en quatre collèges représentant producteurs, entreprises, associations et acteurs publics, tous nécessaires à toute discussion sur la résilience alimentaire. L'action du CNRA s'articule autour de trois axes complémentaires : 1/ relier les acteurs en servant de hub de rencontres, 2/ influencer en apportant à la fois une vision haute qui connecte et réconcilie les injonctions multiples et en étant à l'écoute des signaux faibles, et 3/ outiller en fournissant des moyens concrets de passer à l'action sur les territoires.

👉 [Lien vers la vidéo – Hermine Chombart de Lauwe – Déléguée générale du CNRA](#)

QUI SOMMES-NOUS ?

Le CNRA est une association qui fédère les acteurs publics, privés et associatifs engagés pour accélérer la résilience alimentaire des territoires français. Il propose des outils et des événements pour accompagner concrètement la transition vers des systèmes alimentaires durables, solidaires et souverains face aux risques climatiques, géopolitiques et économiques.



Notre système arrive à bout de souffle.
ENSEMBLE, soyons à la HAUTEUR DES ENJEUX.



4 COLLEGES
Producteur -
Association Entreprise
Secteur Public



"S'unir pour nourrir,
quels que soient
les aléas"



RELIER

Mises en relation
Comité annuel des adhérents
Salon des Maires et Collectivités
Salon International de l'Agriculture



INFLUENCER

Journée parlementaire
CNRApitch
Conférences et webinaires
Interventions chez nos membres



OUTILLER

Solutions du réseau
Baromètre
Guide de bonnes pratiques
Trophées CNRA
Formation

Un contexte politique favorable mais des défis persistants

Représentant Gérard Larcher, président du Sénat, le sénateur Yves Bleunven a rappelé l'ancrage rural du Sénat, où trois quarts des sénateurs sont issus de territoires ruraux, créant une sensibilité particulière aux enjeux agricoles et alimentaires. Cette proximité se traduit par une priorité accordée à l'agriculture dans l'ordre du jour du premier trimestre 2025, avec l'adoption de quatre textes spécifiques. La reconnaissance de la souveraineté alimentaire comme intérêt national majeur depuis début 2025 marque une évolution significative des politiques publiques.

👉 [lien vers la vidéo – propos de Gérard Larcher – Président du Sénat](#)

Cependant, les paradoxes demeurent criants. Yves Bleunven a souligné qu'un poulet sur deux consommés en France est désormais importé, alors que la France exporte 80 % de ses déjections animales. Cette situation illustre un passage douloureux du statut de premier exportateur mondial de volaille dans les années 80 à une dépendance croissante. Le sénateur a même confié préférer parler de "Conseil national de la résistance alimentaire", témoignant de trente ans d'accompagnement contraint de la décroissance de la production française.

👉 [lien vers la vidéo de Yves Bleunven – Sénateur du Morbihan](#)

La ministre Annie Genevard, dans son message vidéo, a réaffirmé que la souveraineté alimentaire et la souveraineté militaire relèvent du même niveau d'importance stratégique. Elle a rappelé les outils existants, notamment les Projets Alimentaires Territoriaux qui fédèrent les acteurs autour d'un diagnostic partagé, et l'impact structurant de la restauration collective avec ses plus de 80 000 lieux en France.

👉 [lien vers la vidéo – Annie Genevard – Ministre de l'agriculture](#)

INTERVENTIONS INSPIRANTES #1 : L'état des lieux scientifique : comprendre pour agir

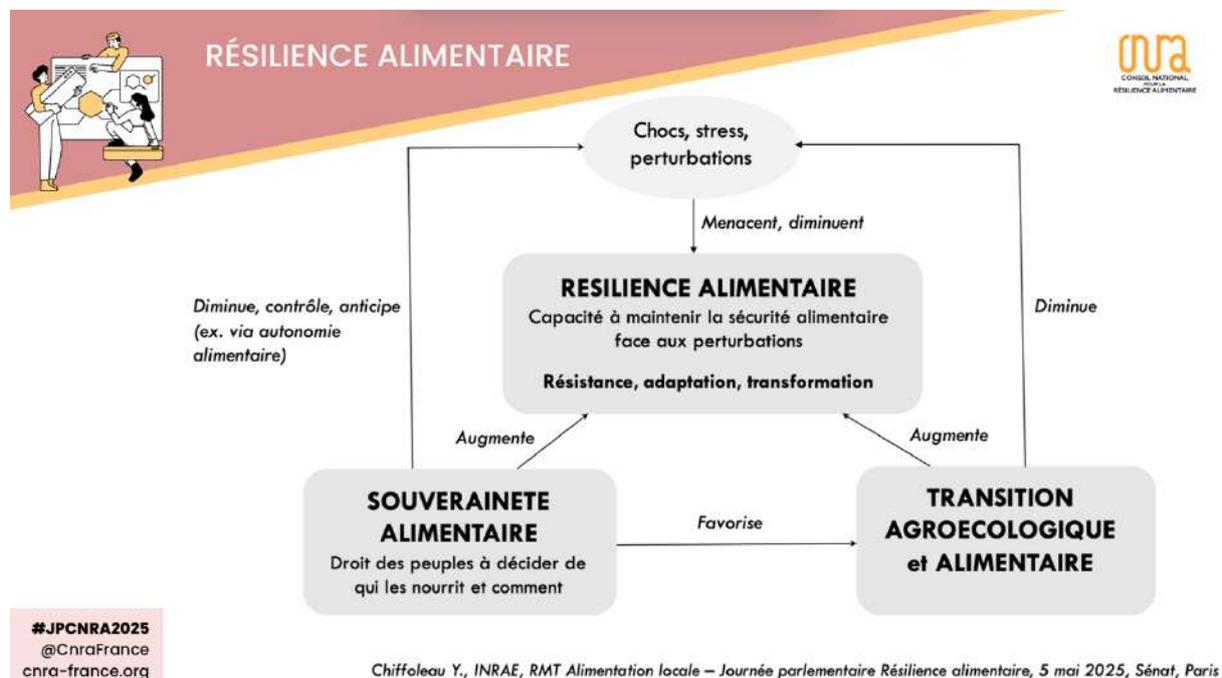
Yuna Chiffolleau : la résilience comme processus de transformation

La directrice de recherche à l'INRAE a posé les bases scientifiques de la réflexion en définissant la résilience des systèmes alimentaires comme leur capacité à résister aux crises, s'adapter et se transformer face aux perturbations multiples. Sa formule est restée dans les mémoires : "La résilience, ce n'est pas revenir à l'état initial, c'est avancer." Cette approche dynamique distingue les crises externes subies (conflits, pandémie) des crises endogènes générées par le système agro-industriel lui-même, notamment sa contribution au changement climatique et à la dégradation des sols.

Yuna Chiffolleau a identifié deux leviers principaux pour construire cette résilience. La souveraineté alimentaire permet de reprendre le contrôle sur les dépendances et de développer l'autonomie territoriale sans viser une autosuffisance irréaliste et source de vulnérabilité. La transition agroécologique vise à diminuer les pressions environnementales qui menacent la sécurité alimentaire tout en valorisant les solutions basées sur la nature, comme la culture de légumineuses qui réduit simultanément l'usage d'engrais chimiques et le besoin d'importation de protéines animales.

La transformation nécessaire s'appuie sur des actions collectives et des réseaux qui dépassent les seuls acteurs professionnels pour inclure collectivités, consommateurs, citoyens et associations. Ces formes de coopération constituent des ressources pour adapter les systèmes alimentaires non seulement aux crises environnementales, mais aussi aux autres perturbations comme l'inflation ou la précarité alimentaire.

👉 [lien vers la vidéo – Yuna Chiffolleau – Directrice de Recherche INRAE](#)



Sébastien Da Ros : mesurer pour piloter la résilience

Le développement de l'outil Provoly par OnePoint en partenariat avec le CNRA répond au besoin de disposer d'une vision intégrée de la résilience alimentaire territoriale. Cette plateforme centralise les données existantes de multiples sources (INRAE, Agence bio, INSEE,...) pour produire des indicateurs clés à l'échelle départementale, avec une évolution prévue vers les échelons EPCI et communaux.

L'innovation réside dans le croisement d'indicateurs agricoles et alimentaires traditionnels (population agricole, surfaces, nombre de PAT, points de distribution et transformation) avec des données climatiques actuelles et prospectives. L'intégration de prévisions de risque aux horizons 2030 et 2050 permet aux territoires d'anticiper les impacts du changement climatique sur différents aléas : sécheresse, inondations, incendies. Cette approche prospective vise à identifier les leviers prioritaires d'action pour chaque territoire selon sa vulnérabilité spécifique.

👉 [lien vers la vidéo – Sébastien Da Ros – Product Manager onepoint](#)



BAROMÈTRE DE LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE

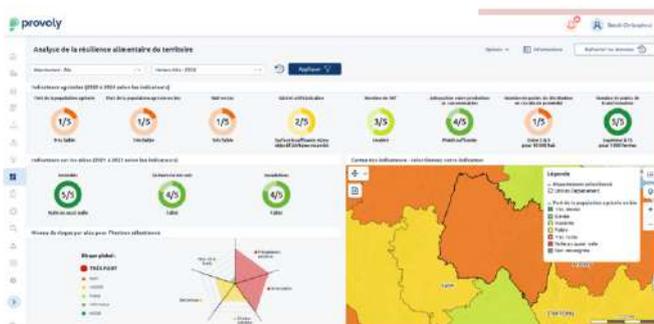
Proposer un outil exhaustif :

- Visualiser pour mesurer, analyser et agir sur les enjeux de résilience alimentaire au travers d'indicateurs clés.
- Apporter une vision d'ensemble et synthétique des territoires
- Centraliser les données de sources existantes et les croiser pour produire des indicateurs

Pour aller plus loin :

- Présenter ces indicateurs à différentes échelles territoriales
- Suivre l'évolution dans le temps de chaque indicateur
- Compléter la liste d'indicateurs: eau, biodiversité...

QUELLE SOLUTION POUR PILOTER LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE ?



#JPCNRA2025
@CnraFrance
cnra-france.org


X


TABLE RONDE #1 : La coopération territoriale : condition sine qua non de la résilience

👉 [Lien vers la vidéo de la table ronde #1](#)

L'expérience de la Dombes : pragmatisme et adaptation

Isabelle Dubois a livré un témoignage particulièrement éclairant sur les réalités de la coopération territoriale. La communauté de communes de la Dombes, territoire de 36 communes et 40 000 habitants situé à 30 km de Lyon, a d'abord tenté un Projet Alimentaire Inter-Territorial avec deux autres intercommunalités. Cette expérience s'est soldée par un échec instructif : les temporalités différentes, les attentes divergentes et les spécificités territoriales contrastées ont rendu impossible une approche commune.

Cette difficulté a conduit à repenser la coopération de manière plus souple, en maintenant les échanges sans le carcan d'une structure formelle commune. Le territoire de la Dombes présente des spécificités remarquables : premier producteur français de poisson d'eau douce grâce à la pisciculture extensive, territoire historique d'élevage bovin, et zone humide d'intérêt international labellisée Ramsar. Ces atouts nécessitent cependant une coopération avec les territoires voisins, notamment la métropole lyonnaise qui compte plus de consommateurs que de producteurs.

Les actions concrètes développées illustrent une approche pragmatique de la résilience alimentaire. La veille foncière menée avec la SAFER accompagne la sensibilisation des exploitants de plus de 55 ans à la transmission, tandis qu'une plateforme de tests agricoles permet d'expérimenter de nouvelles cultures adaptées aux enjeux climatiques avec une dizaine d'agriculteurs volontaires. L'acquisition récente d'une propriété pour tester l'installation de personnes non issues du milieu agricole mobilise un partenariat exemplaire entre collectivité, chambre d'agriculture, SAFER, Terre de Liens et lycée agricole.

👉 [Isabelle Dubois – Présidente de la comcom de la Dombes](#)

TABLE RONDE #1

Projet ALIMENTAIRE Territorial De la Dombes

LA DOMBES communauté de communes

Objectifs :

- Maintenir et développer une production locale durable
- Améliorer la qualité des repas servis en milieu scolaire
- Garantir l'accès de tous à une alimentation saine, durable et de qualité.

Enjeux :

- Soutien de la filière piscicole et d'élevage
- Stratégie foncière : veille foncière, transmission des exploitations, espace test agricole
- Structuration de la restauration collective
- Outils de transformation
- Logistique

#JPCNRA2025
@CnraFrance
cnra-france.org

CNRA - www.cnra-france.org

102 C, rue Amelot - 75011 Paris - contact@cnra-france.org

Association Loi du 1^{er} juillet 1901 - SIRET : 908 484 413 00020

La Banque des territoires : financer la transition à grande échelle

Linda Reboux a présenté l'évolution récente de la Caisse des Dépôts, qui structure depuis cinq ans seulement une offre spécifique aux enjeux agricoles et alimentaires en réponse aux sollicitations croissantes des territoires. Cette intervention publique de long terme complète les acteurs traditionnels du financement agricole sur les projets de transition, articulant les trois piliers stratégiques du groupe : transition écologique, cohésion sociale et territoriale, et souveraineté.

L'accompagnement des territoires s'organise autour de trois métiers complémentaires. Le conseil prend la forme d'ingénierie pour structurer juridiquement et financièrement les Projets Alimentaires Territoriaux. Deux nouveaux dispositifs enrichissent cette offre : « Territoire Fertile », plateforme gratuite de sensibilisation et prédiagnostic développée avec Terre de Liens, la FNAB, le Basic et les Greniers d'Abondance, et « Territoire nourricier », parcours d'accélération pour les projets issus des PAT.

Les Démonstrateurs Territoriaux de Transition Agroalimentaire illustrent l'ambition de cette politique. Vingt-neuf territoires lauréats bénéficient de financements pouvant atteindre dix millions d'euros chacun, à condition de constituer un consortium associant au minimum une collectivité territoriale et d'autres acteurs. L'exemple de « Seine nourricière », porté par la Ville de Paris avec une vingtaine d'acteurs publics et privés, montre la capacité de ces dispositifs à créer de nouvelles formes de coopération, allant jusqu'à la création d'une association dédiée, « AgriParis Seine ».

Ces expériences révèlent néanmoins des défis récurrents. Les enjeux de gouvernance publique-privée génèrent parfois des méfiances, tandis que les questions de portage juridique et de répartition des risques complexifient les montages. Les aléas politiques, qu'il s'agisse d'élections municipales ou de renouvellements dans les chambres d'agriculture, peuvent remettre en cause la pérennité des projets, soulignant l'importance de l'inscription dans le temps long.

👉 [Linda Reboux – Responsable du pôle Environnement – Banque des Territoires](#)



Que fait la Banque des Territoires pour la transition agricole et alimentaire?

Mesure phare du Plan Stratégique 2024-2028

Notre offre en matière d'accompagnement de la transition agricole et alimentaire des territoires		
Elle conseille	Elle finance	Elle opère
<i>Émergence de l'idée / structuration</i>	<i>Financement de projets territoriaux</i>	<i>Financement de l'innovation</i>
Ingénierie	Investissements et prêts	France 2030 (mandats Etat)
<p>TERRITOIRES FERTILES</p> <p>Sensibilisation et pré-diagnostic territoiresfertiles.fr</p> <p>Ingénierie territoriale</p> <p>Assistance structuration juridique et financière aux collectivités</p>	<p>TERRITOIRES NOURRICIERS LES FINANCEMENTS</p> <p>Investissement en fonds propres</p> <ul style="list-style-type: none"> • Direct : Projets ESS ou à impact, Economie mixte (MIN, ...) • Intermédiaire : fonds d'investissement, foncières agricoles <p>Investissement immobilier et infrastructures</p> <p>Immobilier industriel Efficacité énergétique et hydrique des IAA</p> <p>Prêts sur fonds d'épargne</p> <p>Projets portés directement par les collectivités</p>	<p>Entrepreneurs du vivant</p> <p>Fonds d'investissement et foncières pour la transition 395 M€ d'investissements sur 24-29</p> <p>Démonstrateurs Territoriaux des transitions agri-alim</p> <p>29 projets innovants et répliquables lauréats 140 M€ de subventions sur 22-29</p> <p>Compétences et Métiers d'avenir</p> <p>Acteurs de la formation et des compétences 52 M€ de subventions à date</p> <p>Territoires d'innovation</p> <p>Projets territoriaux innovants 45 M€ d'invest. & sub. à date</p>

#JPCNRA2025
@CnraFrance
cnra-france.org

Vivalya : la logistique au service de la territorialisation

Olivier Feno-Feydel a apporté le regard du secteur privé sur la coopération territoriale à travers l'expérience de Vivalya, réseau de 14 associés distributeurs représentant 5 000 collaborateurs et 80 000 clients. Cette organisation privilégie délibérément la robustesse à la performance pure, distribuant 700 000 tonnes de produits par an via 73 dépôts et 1 200 camions circulant quotidiennement sur l'ensemble du territoire français.

La philosophie de Vivalya repose sur la conviction que "la coopération est plus forte que la concurrence", se traduisant par une "politique de l'escargot" matérialisée par l'outil "La Vie a du goût". Ce système permet à chaque restaurateur de connaître l'origine précise de ses approvisionnements selon une logique concentrique : plus les besoins augmentent, plus la zone de sourcing s'élargit, tout en privilégiant systématiquement le local et le français. Comme le résume Olivier Feno-Feydel : "On ne fait pas mûrir les tomates au chalumeau."

L'intégration dans les Projets Alimentaires Territoriaux constitue un enjeu majeur pour Vivalya. Certaines régions ont initialement exclu les distributeurs de leurs PAT, créant parfois des doublons coûteux avec la reconstruction de hubs logistiques là où des solutions existaient déjà. Le réseau plaide pour un "compromis sans compromission" passant par un dialogue à livre ouvert entre producteurs, distributeurs et consommateurs, chacun devant couvrir ses charges spécifiques tout en recherchant la juste rémunération plutôt que l'optimisation de marges.

👉 [Olivier Feno-Feydel – Directeur du Réseau Vivalya](#)



TABLE RONDE #1



Réseau Vivalya

Produits locaux, rayonnement des territoires.

Notre mission ?
Commence par la sélection du bon produit, au bon moment jusqu'à sa livraison.

Le tout, en préservant l'équilibre entre nos partenaires de l'amont et en répondant aux attentes des professionnels de la **restauration collective et commerciale**.



● Fruits et légumes
● Viande

#JPCNRA2025
@CnraFrance
cnra-france.org

#Grossistesdeproximité

#ProchesAuthentiquesEngagés

Les enseignements du sénateur Bleunven : pragmatisme et réalisme

Fort de son expérience d' élu local et de sa connaissance de l'agroalimentaire, Yves Bleunven a apporté un éclairage pragmatique sur les limites et potentialités de la coopération territoriale. Sa mise en garde contre le "Yaka Faukon" résonne particulièrement : derrière l'apparente simplicité de mettre en relation directe producteurs et restauration collective se cachent des réalités logistiques complexes. L'exemple des carottes râpées du lundi matin illustre parfaitement cette complexité : pour que le produit arrive lavé et nettoyé à 8h en cantine, tout un processus amont doit être organisé.

Le nerf de la guerre reste la logistique, et les modèles économiques des légumeries créées dans l'enthousiasme des débuts de PAT se révèlent souvent fragiles. L' élu cite l'exemple de l'abattoir de Belle-Île, qui coûte plusieurs millions d'euros pour traiter 70 tonnes de gros bovins par an : ramené au kilo, le coût d'amortissement serait prohibitif dans une logique purement privée. Cette réalité questionne la soutenabilité économique de certains projets locaux.

La contrainte budgétaire pèse de plus en plus lourdement sur les collectivités. L'évolution des coûts de restauration scolaire illustre cette tension : d'une contribution de 100 000 euros il y a dix ans, certaines communes sont passées à 200 ou 300 000 euros après le Covid et la mise en œuvre d'EGAlim. La compétence PAT demeurant facultative pour les intercommunalités, des arbitrages difficiles s'annoncent dans un contexte budgétaire tendu.

La formule de Yves Bleunven "ne pas court-circuiter les circuits courts" synthétise sa vision pragmatique : plutôt que de créer ex nihilo de nouveaux outils, mieux vaut s'appuyer sur les opérateurs existants en les incitant à s'engager dans des pratiques plus vertueuses. Cette approche nécessite de mettre tous les acteurs autour de la table, y compris ceux parfois écartés par principe des PAT.

INTERVENTIONS INSPIRANTES #2 : Les dimensions sectorielles de la résilience

Le système alimentaire militaire : robustesse et anticipation

Steven Martin a apporté un éclairage original en présentant l'approche militaire de la résilience alimentaire. Le commissariat des armées, cinquième organisme de restauration collective français avec plus de 200 sites, illustre concrètement les enjeux d'anticipation et de sécurisation des approvisionnements. Les résultats obtenus dans la mise en œuvre d'EGAlim (45% de produits durables dont 25% de bio) démontrent la faisabilité de ces objectifs, moyennant un effort financier significatif de 80 millions d'euros sur la période 2022-2025.

L'innovation technologique accompagne cette démarche, notamment avec la caméra "Scanaspi" dotée d'intelligence artificielle qui analyse les retours plateau en discriminant déchets évitables et inévitables. Cette approche a permis de réduire le gaspillage alimentaire de 34% en un an, passant de 85 à 56 grammes par assiette et par convive. Au-delà de l'aspect technique, cette expérience illustre l'importance de la boucle vertueuse associant analyse, modification des menus et adaptation des quantités servies.

Les spécificités militaires éclairent les enjeux civils de résilience alimentaire. La gestion de stocks d'autonomie variables selon le contexte géopolitique, les dispositifs de "food defense" pour protéger les approvisionnements, ou encore l'adaptation aux contraintes d'hypermobilité observées dans le conflit ukrainien nourrissent la réflexion sur l'anticipation des crises. Les innovations militaires, de la lyophilisation aux cuisines roulantes, enrichissent régulièrement les pratiques civiles.

👉 [Lien vers la vidéo – Steven Martin – Commissaire en chef des armées](#)



INTERVENTION INSPIRANTE

LE COMMISSARIAT DES ARMÉES – FONCTION RESTAURATION
Le soutien dans, avec et pour les armées

MINISTÈRE DES ARMÉES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

#JPCNRA2025
@CnraFrance
cnra-france.org

SCA

L'outillage méthodologique : guide AFNOR et formation

Sandrine Espeillac a présenté l'aboutissement de deux années et demie de travail collaboratif avec le CNRA : un guide de bonnes pratiques mobilisant 200 participants de tous horizons et recensant 155 bonnes pratiques validées scientifiquement. Cette démarche illustre parfaitement la philosophie du CNRA : partir de l'existant plutôt que de réinventer, capitaliser sur les expériences territoriales, et produire un outil concret, opérationnel et pédagogique.

L'ampleur de la mobilisation témoigne de l'appétence des acteurs pour cette thématique : chercheurs, collectivités territoriales, entreprises, interprofessions, représentants des pouvoirs publics, startups et associations ont contribué à cette œuvre collective. Les territoires pilotes de Saint-Malo et Toulouse ont permis de tester la pertinence des propositions avant la publication finale au Salon de l'Agriculture.

La formation développée par le CNRA complète ce dispositif en proposant des sessions adaptées au contexte spécifique de chaque territoire avec une approche multi-acteurs utilisant des outils d'intelligence collective. Le déploiement en Corse avec la DRAAF préfigure un essaimage national de cette offre de montée en compétences.

Comme le résume Sandrine Espeillac en citant le proverbe africain : "Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin." Cette conviction irrigue également les discussions européennes en cours pour développer une approche stratégique commune face aux enjeux géopolitiques globaux.

👉 [Lien vers la vidéo : Sandrine Espeillac – Responsable du Pôle agroalimentaire AFNOR](#)



GUIDE AFNOR POUR LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE

AFNOR SPEC Février 2025

Résilience alimentaire des territoires : guide de bonnes pratiques, outils et solutions concrètes

RESILIENCE – ADAPTATION – TRANSFORMATION

155 bonnes pratiques illustrées d'exemples concrets

2 territoires-pilote : Saint-Malo et Toulouse

Près de 200 participants : entreprises, associations, syndicats, interprofessions, citoyens, collectivités territoriales, institutions publiques, recherche et enseignement

14 partenaires du projet

Partenaires du projet : vertigo, TERRITOIRES SAINES, Soliance, NUTRIKÉO, MANGER DU SENS, ETECINITY, Saint-Malo Agglomération, LE GRAND MARCÉ

#JPCNRA2025 @CnraFrance cnra-france.org

Pour obtenir ce guide, scannez le QRcode ou rendez-vous sur www.afnor.org



FORMATION POUR LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE



FORMATION RÉSILIENCE ALIMENTAIRE

Comprendre & Agir pour votre territoire

Formation proposée par le CNRA et ses partenaires
pour promouvoir la résilience alimentaire avec un format inédit :



APPROCHE TERRITORIALE

Journée dédiée à VOTRE
territoire et ses enjeux en
matière de résilience
alimentaire



FORMAT HYBRIDE

Programme alternant
des temps de travail en
groupe avec des outils
d'intelligence collective,
des temps de transmission
de bonnes pratiques
et une visite de terrain



PANEL DE STAGIAIRES DIVERSIFIÉS

Format mobilisant les
parties prenantes de votre
système alimentaire et
favorisant le dialogue entre
différentes parties prenantes

Programme : 1 journée en présentiel

#JPCNRA2025
@CnraFrance
cnra-france.org

Objectifs de la formation

- ✓ Comprendre les enjeux de la résilience alimentaire territoriale et celui de la coopération multi-acteurs
- ✓ Explorer de façon opérationnelle des problématiques spécifiques de votre territoire
- ✓ S'approprier les contenus du Guide de bonnes pratiques pour la résilience alimentaire des territoires
- ✓ Co-construire un premier plan d'action pour augmenter la résilience alimentaire de votre territoire
- ✓ Approfondir votre connaissance du système alimentaire de votre territoire
- ✓ Découvrir des initiatives locales inspirantes et les acteurs clés

Public visé

Acteurs du système alimentaire de votre territoire - acteurs institutionnels, professionnels des filières, acteurs porteurs d'innovations sociales et technologiques, représentants d'associations, élus, etc.

5 000 € HT pour l'ensemble du groupe.
Participants : jusqu'à 15 participants (8 personnes min)

Partenaires de la formation



TABLE RONDE #2 : L'eau, ressource critique de la résilience alimentaire

👉 [Lien vers la vidéo de la table ronde #2](#)

Repenser la gouvernance de l'eau comme bien commun

Somhack Limphakdy a posé les bases conceptuelles d'une réflexion renouvelée sur l'eau en distinguant le "bien commun" (singulier) - modes pour vivre ensemble de manière pacifiée - des "biens communs" (pluriel) - ressources en indivision nécessitant une gouvernance collective. Cette approche dépasse la vision gestionnaire traditionnelle pour privilégier une approche "par le vivant" qui considère les bassins versants comme des organismes vivants à revitaliser.

Cette perspective holistique intègre l'agriculture dans une logique de bioéconomie répondant simultanément aux enjeux d'énergie, bâti, textile, transport, soin et éducation. La philosophe rappelle avec Churchill que "ce qui sépare la civilisation de la barbarie, ce sont cinq repas", soulignant l'urgence d'organiser une démocratie authentique autour de ces ressources vitales.

L'enjeu central réside dans la capacité à discriminer les crises endogènes générées par le système de celles subies de l'extérieur. Cette lucidité collective conditionne la possibilité de transformer des pratiques plutôt que de subir les conséquences de leur inadaptation aux nouveaux défis climatiques et sociaux.

👉 [Somhack Limpinakdy - Enseignante chercheuse en philosophie du droit - Paris 8](#)

Le modèle français de gouvernance de l'eau

Aude Witten a présenté le système français de gouvernance de l'eau comme un modèle envié internationalement, organisé selon un principe de "poupées russes" articulant directive européenne, bassins nationaux et commissions locales de l'eau. Ce système, fort de soixante ans d'expérience, met autour de la table des "parlements de l'eau" rassemblant élus, État, usagers économiques et associations dans un équilibre défini par le code de l'environnement.

Le principe "l'eau paye l'eau" structure ce modèle par la collecte de redevances sur les prélèvements et dégradations de qualité, redistribuées selon une logique de solidarité financière et territoriale. Cette mutualisation permet d'organiser une "paix de l'eau" par opposition aux risques de "guerre de l'eau" qui menacent dans un contexte de changement climatique.

L'objectif de 70% des eaux en bon état en 2027 pour le bassin Adour-Garonne, avec une amélioration de 7 points lors du dernier cycle, démontre l'efficacité de cette approche. Cependant, les situations contrastées entre sous-bassins nécessitent des approches différenciées, comme l'ont montré les disparités lors de la sécheresse 2022 où certaines zones restaient en restriction en janvier 2023 tandis que d'autres avaient pu lever les mesures.

👉 [Aude Witten - Directrice adjointe Agence de l'eau Adour-Garonne](#)

L'expérience industrielle bretonne

Marie Kieffer a apporté le témoignage concret de l'industrie agroalimentaire bretonne face aux enjeux hydriques. Avec 1 800 établissements dont 1 300 TPE de moins de dix salariés employant 72 000 personnes, ce secteur représente 12% de la consommation d'eau régionale répartie entre nettoyage (40%), utilités (chaud/froid), processus industriels et incorporation comme ingrédient.

La sécheresse 2022 a révélé la méconnaissance mutuelle entre industriels et parties prenantes, nécessitant une "acculturation accélérée" pour faire comprendre les spécificités de la transformation du vivant en flux poussé. Le développement du "kit sécheresse" en collaboration avec la CCI 56 a accompagné les entreprises dans l'optimisation de leurs consommations par l'installation de capteurs et compteurs sur les lignes de production.

L'évolution réglementaire récente autorisant la réutilisation des eaux usées traitées (début 2024) marque un rattrapage significatif avec dix ans de retard sur des pays comme la Belgique. Cette ouverture illustre la nécessité d'adapter le cadre réglementaire aux enjeux contemporains, comme le plaide également l'industrie pour lever les verrous limitant les synergies entre acteurs.

La philosophie développée par Marie Kieffer résonne avec l'ensemble des témoignages de la journée : "On n'attend pas une subvention pour entamer sa transition. Les subventions doivent être des coups de pouce, pas des béquilles permanentes." Cette approche vise à créer de la valeur ajoutée sur les territoires pour maintenir les entreprises localement tout en finançant les 6 milliards d'euros nécessaires à la décarbonation de l'agroalimentaire français.

👉 [Marie Kieffer – Déléguée générale ABEA](#)

Gouvernance territoriale et innovation organisationnelle

Les échanges ont révélé la richesse des innovations organisationnelles développées pour articuler les différentes échelles de gouvernance. L'exemple des préfets de sous-bassin coordonnant les arrêtés sécheresse pour éviter les incohérences entre rives illustre cette capacité d'adaptation. De même, les conditionnalités définies par le comité de bassin Adour-Garonne pour le financement du stockage de l'eau (stockage hivernal, projets multi-usages, transition agroécologique) montrent l'évolution vers des approches plus intégrées.

Les débats sur les "crédits eau" ou les paiements pour services environnementaux révèlent l'émergence de nouveaux modèles économiques valorisant les externalités positives. L'expérience Hauts-de-France avec McCain sur les PSE publics-privés préfigure des contractualisations innovantes entre coopératives, industriels et puissance publique.

Enseignements et perspectives

Cette troisième journée parlementaire a confirmé que la résilience alimentaire constitue une question systémique nécessitant une gouvernance partagée, des solutions territorialisées et une mobilisation constante de tous les acteurs. Les témoignages convergent sur plusieurs enseignements majeurs.

Le temps long s'impose comme condition sine qua non de toute transformation durable. Comme le résume la formule d'Olivier Feno-Feydel : "On ne fait pas mûrir les tomates au chalumeau." Cette patience nécessaire ne doit pas pour autant masquer l'urgence climatique et sociale qui s'impose aux territoires.

Les outils existent et se multiplient : PAT, financements de la Banque des territoires, gouvernance des agences de l'eau, guide AFNOR, formations spécialisées. Leur articulation et leur déploiement à l'échelle nécessitent cependant une coopération renforcée entre territoires et filières, dépassant les logiques de concurrence pour privilégier les synergies.

L'adaptation réglementaire aux enjeux contemporains constitue un levier majeur d'accélération. Qu'il s'agisse de la réutilisation des eaux usées, des crédits environnementaux ou des nouveaux modèles de contractualisation, l'innovation juridique accompagne l'innovation technique et organisationnelle.

Les modèles économiques durables restent à construire pour dépasser la logique de subvention vers des approches valorisant les services rendus aux territoires. Cette évolution nécessite une transformation culturelle majeure, tant chez les acteurs économiques que chez les décideurs publics.

Le CNRA poursuivra ses travaux de mise en réseau, d'influence et d'outillage pour accompagner cette transformation systémique. Les échanges de cette journée nourrissent déjà les réflexions pour les actions à venir, dans cette conviction partagée que la résilience alimentaire se construit collectivement, territoire par territoire, acteur par acteur, dans cette marche en avant qui caractérise notre époque.